

Changement climatique : comment Total et Elf ont contribué à semer le doute depuis des décennies

Une étude révèle que les deux compagnies pétrolières, bien que conscientes des risques dès 1971, ont mis en doute les données scientifiques qui menaçaient leurs activités.

Par [Audrey Garric](#)



De la fumée s'élève des cheminées de la raffinerie Total de Feyzin (Rhône), le 15 octobre 2021. LAURENT CIPRIANI / AP

On savait déjà que ExxonMobil, BP et Shell ont longtemps nié le changement climatique dont ils étaient pourtant certains de la gravité. Qu'à coups de milliards de dollars, les géants pétroliers américain, britannique et anglo-néerlandais ont fait circuler des fausses informations et financé des climatosceptiques. Qu'ils ont entravé de manière méthodique toute politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une étude publiée par deux historiens et un sociologue, [dans la revue scientifique *Global Environmental Change*](#), mercredi 20 octobre, accable cette fois le fleuron français des énergies fossiles : TotalEnergies.

Elle montre que la major pétrolière était au courant de l'impact « *potentiellement catastrophique* » de ses produits sur le réchauffement climatique dès 1971, soit bien avant la connaissance du grand public sur le sujet. Après en avoir acquis la certitude, l'entreprise a

malgré tout entrepris, durant de longues années, de semer le doute sur la réalité du changement climatique et de freiner l'action afin d'extraire toujours plus de combustibles fossiles.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Climat : des compagnies pétrolières accusées de « publicité mensongère »](#)

Ce minutieux travail d'enquête décortique cinquante ans de réactions de Total, mais aussi d'Elf – puisque les deux entreprises ont fusionné en 1999 –, face à l'évolution des savoirs et des politiques climatiques. Entre 1968 et 2021, la major est passée de la prise de conscience au déni, puis à l'attaque ouverte du consensus scientifique et, ensuite, à la diversion et au retardement de la lutte contre le changement climatique. Autant de formes de « *fabrique de l'ignorance* ».

« *Cela fait dix ans que les historiens américains ont mis au jour et analysé les stratégies des groupes américains pour éviter et retarder les régulations environnementales. Mais, en France, on a eu tendance à considérer que nos champions étaient plus vertueux qu'ExxonMobil. Notre étude revisite le récit rassurant que l'on s'est construit* », prévient Christophe Bonneuil, le premier auteur de l'étude, directeur de recherche au Centre de recherches historiques (CNRS-EHESS).

Preuve de la connaissance précoce du réchauffement

Jamais une recherche sur la question de la responsabilité des majors pétrolières n'avait été menée sur une si longue période. Surtout, aucun chercheur ne s'était encore penché sur Total, alors que l'entreprise, créée en 1924, fait partie des principaux acteurs du secteur à l'échelle mondiale. Pour réaliser leur étude, les scientifiques, deux Français et un Américain, ont eu accès aux archives du groupe à La Défense, à celles de plusieurs ministères (industrie, environnement, affaires étrangères), et ont mené une trentaine d'entretiens avec d'anciens cadres de Total et d'Elf, des hauts fonctionnaires, des climatologues ou des économistes.

Tout a commencé lorsque les chercheurs sont tombés sur une preuve de la connaissance précoce du réchauffement climatique par la major : un long article publié en 1971 dans *Total Information*, le magazine de l'entreprise. L'auteur, François Durand-Dastès, un géographe parmi les plus informés de l'époque sur le changement climatique, y explique clairement que « *depuis le XIX^e siècle, l'homme brûle en quantité chaque jour croissante des combustibles fossiles* », charbon, pétrole et gaz, ce qui libère dans l'atmosphère des « *quantités énormes de gaz carbonique* », dont la concentration augmente « *de façon sensible* ». Il prévient qu'à ce rythme une « *augmentation de la température moyenne de l'atmosphère [est] à craindre* » et envisage « *une fonte au moins partielle des calottes glaciaires des pôles* », entraînant une élévation du niveau de la mer. « *Ses conséquences catastrophiques sont faciles à imaginer* », conclut-il.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Les entreprises pétrolières, incompatibles avec les efforts pour limiter le réchauffement climatique](#)

L'essentiel était donc dit. Reste à comprendre dans quelle mesure les dirigeants et les salariés de l'entreprise en ont saisi la portée. Le magazine *Total Information*, tiré à 6 000 exemplaires, est alors le « *canal de communication interne et externe de l'entreprise, lu notamment par les cadres, les employés ou les partenaires commerciaux* », rappellent les chercheurs. L'article de

François Durand-Dastès figure dans un numéro spécial consacré à l'environnement, dont l'éditorial est signé par le PDG de l'entreprise.

Muets sur la question du climat

Cette alerte est loin d'être isolée. Les principaux dirigeants de Total et d'Elf ont connaissance d'un nombre croissant d'études sur le réchauffement climatique, notamment réalisées aux Etats-Unis. En France, si l'enjeu climatique est moins présent qu'outre-Atlantique, *« il se répand dans les milieux des décideurs »*, expliquent les auteurs. En 1968, au cours d'un colloque de haut niveau de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), des scientifiques, des hauts fonctionnaires et des dirigeants des grandes compagnies françaises, dont le PDG d'Elf, discutent de *« l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère qui pourrait peut-être, dans une décade ou un demi-siècle, commencer à poser des problèmes de modification globale du climat terrestre »*.

Sollicité par *Le Monde*, TotalEnergies, qui n'a pas eu accès aux détails de l'étude publiée dans *Global Environmental Change*, affirme qu'*« il est faux de soutenir que le risque climatique aurait été tu par Total dans les années 1970 ou ensuite, dès lors que Total suivait l'évolution des connaissances scientifiques disponibles publiquement »*.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » : [Transition énergétique : l'effort inabouti des compagnies pétrolières](#)

Pourtant, après cet article de 1971, Total et Elf resteront longtemps muets sur la question du changement climatique. Ils ne l'ont plus abordé dans leurs revues entre 1972 et 1988.

« Dans les années 1970, il y a encore un débat sur les incertitudes liées au changement climatique, d'autant que l'hémisphère nord connaît, à ce moment-là, un refroidissement, explique Christophe Bonneuil. Elf et Total étaient alors des entreprises plus petites qu'ExxonMobil, BP ou Shell. Il est possible qu'elles n'ont pas eu les moyens d'entreprendre leurs propres recherches en interne sur le sujet. » Surtout, le choc pétrolier de 1973 éclipse, en partie, le sujet. Total, comme la plupart des autres majors, investit fortement dans le charbon.

Envie d'en savoir plus sur le changement climatique ?

De l'attentisme à la contre-attaque

Tout bascule à partir de 1986, quand les sociétés françaises passent de l'attentisme à la contre-attaque. L'heure est au consensus scientifique autour du réchauffement climatique dû aux activités humaines – [attesté dans le rapport Charney](#), commandé par la Maison Blanche, en 1979. Bernard Tramier, directeur de l'environnement chez Elf, envoie un rapport au comité exécutif de l'entreprise, qui en discute en 1986, dans lequel il écrit : *« L'accumulation de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère et l'effet de serre qui en résulte vont inévitablement modifier notre environnement. Tous les modèles sont unanimes à prédire un réchauffement de la Terre, mais l'amplitude du phénomène reste encore indéterminée. Les premières réactions ont été (...) de "taxer les énergies fossiles", il est donc évident que*

l'industrie pétrolière devra, une nouvelle fois, se préparer à se défendre. » Pour Christophe Bonneuil, c'est cette date de 1986, davantage que celle de 1971, « *qui ouvre la question de la responsabilité de l'entreprise* ».

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Total tente de résister aux hyperactivistes du climat](#)

Entre 1988 et 1993, l'étude montre que Total et Elf participent activement à « *l'effort de fabrique stratégique du doute* » mené au niveau mondial par Exxon et par l'Association internationale de l'industrie du pétrole pour la protection de l'environnement (Ipieca), afin de retarder toute action de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Bernard Tramier, président de l'Ipieca entre 1991 et 1994, approuve le financement de recherches scientifiques visant à présenter le réchauffement climatique comme moins alarmant que ce qu'il n'est, notamment sur les aérosols et les nuages (qui atténuent l'impact du réchauffement) ou sur l'absorption du carbone par les océans.

Les compagnies pétrolières françaises mettent aussi en scène, dans leur travail de relations publiques, des incertitudes des sciences du climat, et notamment des modèles, afin de les décrédibiliser. [En 1992, au cours du Sommet de la Terre, à Rio](#), Jean-Philippe Caruette, le directeur de l'environnement de Total, distribue un dossier dans lequel il déplore que « *le réchauffement de la Terre (...) polarise toutes les attentions et donne lieu à des descriptions apocalyptiques de l'avenir* ». Peu avant, il avait affirmé dans la revue de Total qu'« *il n'existe aucune certitude sur l'impact des activités humaines, parmi lesquelles la combustion d'énergies fossiles* ». Des propos battus en brèche par le premier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 1990, qui annonçait de manière « *certaine* » la perspective d'un net réchauffement au XXI^e siècle causé par l'homme, d'environ 0,3 °C par décennie.

Lobbying féroce

L'offensive est pensée au sommet de l'entreprise. En 1993, Francis Girault, directeur de la prospective chez Elf et proche conseiller du PDG, rédige une note pour le comité de direction de l'entreprise dans laquelle il propose, pour contrer toutes « *décisions hâtives* » concernant les combustibles fossiles, que la compagnie promeuve l'idée qu'« *il existe des doutes scientifiques en matière d'effet de serre* » et soutienne des « *scientifiques de renom pouvant intervenir positivement dans le débat* ».

Total et Elf engagent, par ailleurs, un vaste combat contre une proposition de la Commission européenne – et du gouvernement français – de taxer l'énergie en général et les combustibles fossiles en particulier. Au moyen d'un lobbying féroce, elles parviendront, avec d'autres compagnies européennes, à faire échouer cette proposition d'écotaxe en 1991, puis de nouveau en 1994, comme le prouvent des rapports internes.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [« Les géants du pétrole restent sourds aux discours des gouvernements et des écologistes. Seul l'avis des actionnaires compte »](#)

Au sein de l'Ipieca, les entreprises auraient lutté, en outre, contre l'adoption d'un objectif de réduction de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, [qui avait été proposé dès 1988](#), d'après Bernard Tramier. « *Pour nous, cette histoire était prématurée et il ne fallait pas qu'elle soit inscrite à Rio. On craignait que des mesures dommageables à l'industrie ne soient prises* », a reconnu l'ancien dirigeant, dans un entretien avec les auteurs, en 2020.

Parallèlement, les deux compagnies cherchent à acquérir une crédibilité environnementale au travers d'engagements volontaires visant à « *réduire à peu de frais les émissions* », un mécénat tourné vers la préservation de l'environnement et une « *communication verte* », notent les scientifiques.

Vers la fin des années 1990, Elf et Total se distancient de la stratégie de contestation ouverte du consensus scientifique sur le changement climatique – poursuivie encore plusieurs années notamment par Exxon –, qu'ils perçoivent désormais comme contreproductive face aux avancées de la science et aux attentes de la société. Mais le nouveau groupe fusionné en 1999, tout en intensifiant ses investissements dans la production de pétrole et de gaz, continue d'évoquer des « *incertitudes* » dans les sciences climatiques, de minimiser l'urgence et d'éluder la question de la responsabilité des énergies fossiles.

En 2002, lors d'un échange avec des cadres supérieurs, le PDG, Thierry Desmarest, reconnaît qu'« *une certaine modération dans l'émission des polluants* » est « *souhaitable* », se référant au « *principe de précaution* ». « *Se placer dans le cadre de la précaution plutôt que de la prévention, douze ans après le premier rapport du GIEC, cela pose pour le moins question* », relève Christophe Bonneuil.

Finalement, ce n'est qu'au milieu des années 2000 que Total reconnaît véritablement le « *sérieux* » des rapports du GIEC et organise une conférence sur le changement climatique. Il promeut une « *répartition des rôles entre le monde de la science et celui des affaires* », où la science décrit le changement climatique et les entreprises le résolvent, ce qui permet à Total « *de se présenter comme une entreprise pétrolière socialement responsable* », expliquent les scientifiques.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Pour l'Agence internationale de l'énergie, « les progrès en matière d'énergie propre sont encore beaucoup trop lents »](#)

« *Lorsqu'une entreprise apprend que ses produits ont des effets secondaires nocifs, elle a une obligation morale et, dans certains cas, une obligation légale d'enquêter sur ces effets secondaires, d'en avertir le public et d'agir pour éviter ou minimiser ces effets. Total a fait tout le contraire, alors que ses obligations ont été déclenchées il y a déjà cinquante ans* », explique Benjamin Franta, l'un des auteurs de l'étude. Ce doctorant en histoire des sciences à l'université de Stanford juge que les dommages causés par l'industrie pétrolière, en retardant une action efficace, « *ont été énormes et auront des conséquences pendant des siècles, voire pour le reste de l'histoire de l'humanité* ».

Exiger de « véritables engagements »

Quant à savoir si Total et Elf ont la même responsabilité qu'Exxon, qui a joué un rôle de « *meneur* » dans la campagne internationale de désinformation sur le climat, cette question « *devra faire l'objet de recherches et d'analyses plus approfondies* », répond Benjamin Franta.

« *Ce travail historique est sérieusement documenté et précieux. Il montre comment Total a cherché durant de longues années à brouiller et à camoufler les enjeux au lieu de mobiliser ses experts pour lutter contre le changement climatique* », réagit Amy Dahan, historienne du climat au CNRS, qui n'a pas participé à l'étude. A la veille de la 26^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'ouvrira le 31 octobre à Glasgow, « *il est*

important que la responsabilité des pétroliers soit pointée, mais également que l'on exige de ces grands acteurs de l'économie et de la géopolitique mondiales de véritables engagements », ajoute-t-elle.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Arctique : comment les acteurs financiers soutiennent l'expansion pétrolière et gazière et alimentent la crise climatique](#)

La major assure être engagée « depuis 2015 dans une profonde transformation de ses activités avec l'ambition d'être un acteur majeur de la transition énergétique, de devenir l'un des cinq plus grands acteurs mondiaux de la production d'électricité renouvelable et d'atteindre la neutralité carbone, de la production jusqu'à l'utilisation des produits énergétiques vendus à ses clients, à l'horizon 2050 ».

S'il est vrai que TotalEnergies se développe massivement dans les énergies repnouvelables, ces dernières ne représentent aujourd'hui que [0,2 % de sa production](#), une part qui devrait grimper entre 1,1 % et 1,6 % en 2025, selon les calculs réalisés par l'ONG Reclaim Finance, qui s'est penchée sur les documents de TotalEnergies. « *TotalEnergies est loin d'être en transition, qui impliquerait de développer les renouvelables mais aussi de baisser la production gazière et pétrolière* », prévient Lucie Pinson, directrice générale de l'ONG, rappelant [l'appel de l'Agence internationale de l'énergie à cesser immédiatement tout nouvel investissement dans les énergies fossiles](#) afin de parvenir à la neutralité carbone. A l'inverse, TotalEnergies [prévoit une hausse de 35 %](#) de sa production de gaz d'ici à 2030 par rapport à 2019, y compris en Arctique. Malgré une baisse annoncée de 30 % de sa production de pétrole, la major lance également de nouveaux projets pétroliers.

Audrey Garric